



Transdev Vaux-le-Pénil

Jeudi 9 novembre 2023

Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les populations les dénoncent dans les rues !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Un devoir de solidarité internationaliste que nous devons amplifier en France !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs

dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza.

Un problème qui en cache un autre

Sur les réseaux sociaux, des annonces de retard ou de suppression de bus en Ile-de-France se multiplient. Et pour cause, l'offre de service classique aux usagers est réduite à cause du manque de conducteurs. Heureusement, la direction de Transdev a une carte à jouer qui est le plan de transport garanti (PTG). Un moyen permettant de réduire le nombre de courses à réaliser et donc le nombre de conducteurs nécessaires. Elle peut ainsi contourner le problème et imposer un autre service réduit aux usagers pour ne plus annoncer de suppression. Si Transdev augmentait significativement les effectifs et améliorerait les conditions de travail, peut-être qu'elle n'aurait plus besoin de faire des pirouettes bureaucratiques pour garantir un service correct.

Accident mortel

Ce 11 octobre, une femme de 70 ans a été renversée par un bus Transdev, décédée par la suite, dans le centre-ville de Melun en fin de matinée, près de la cité administrative de Melun. Le bus était surchargé de voyageurs à ce moment-là du service, ne permettant pas au conducteur d'avoir une vue totalement dégagée en permanence, à l'avant du véhicule.

Si l'on cumule avec les travaux permanents, les conditions de travail qui ne s'améliorent pas, les conditions ne sont pas réunies pour une conduite dans de bonnes conditions. La direction s'est fendue d'une note de service, rapidement après l'accident, pour nous faire des recommandations sans vraies réponses. Elle se couvre après coup. C'est raté ! Elle sait parfaitement ce qu'il faut améliorer et refuse, malgré les nombreuses demandes et recommandations de notre part.

La direction : « je décline toute responsabilité »

A la suite de cet accident qui a fortement perturbé l'ensemble des conducteurs, une note de service a été envoyée le 13 octobre par la direction, deux jours après l'accident. Cette note écrite à destination de l'ensemble du personnel qui rappelle les règles de sécurité à respecter lors des moments de formation est faite pour se dédouaner d'une partie de sa responsabilité face à l'accident. Si le bus était bondé de monde, ce qui se produit souvent durant les heures de pointes, c'est bien parce que les conditions n'étaient pas réunies pour accéder à une qualité de service ayant permis au conducteur de conduire en toute sécurité.

Le revers de la médaille de la prime d'assiduité...

A Vaux-le-Pénil, lors de négociations à la suite d'un préavis de grève déposé par Sud Solidaires le 8 mars 2023, des négociations se sont déroulées. Des primes

d'assiduité trimestrielles ont été accordées pour les hôtes d'accueil, les mécaniciens, les techniciens SAEIV, les agents d'accueil et de prévention. Ces primes qui peuvent faire du bien au porte-monnaie à la fin du mois font aussi bien plus de bien au patron. Le personnel qui tombe malade sur le trimestre ne pourra pas l'obtenir. C'est un moyen de pression employé par la direction pour éviter les absences, même justifiées...

Des cartes cadeaux et ?

A Vaux-le-Pénil, La direction a accordé 59 000 euros, soit 200 euros par salariés dans le budget du CSE, sous forme de cartes cadeaux, nous annonce un tract syndical. C'est bien gentil de sa part, mais elle essaye de faire quoi au juste ? De nous faire croire à sa grande générosité alors que les salaires ne suivent pas le cours de l'inflation, que biens d'autres avantages nous ont été retirés lors du transfert comme les chèques vacances par exemple ? Nous ne sommes pas dupes. Nous voyons bien que la direction essaye de nous amadouer pour éviter que l'on s'oppose à elle. Surtout à la veille des NAO. Ce n'est pas un cadeau, juste une prime, c'est une vraie augmentation de salaire qu'il nous faut.

Toujours dans le même tract

Il y a une annonce la mise en place d'une nouvelle production pour janvier 2024. Ah bon ? Nous sommes les premiers concernés, nous voulons être informés du détail de ces négociations, pour l'instant secrètes, tout comme pour les salaires, et avoir notre mot à dire !

Ni antisémitisme, ni islamophobie : union de tous les travailleurs !

Aujourd'hui, plus de 1000 actes antisémites auraient été enregistrés en 3 semaines en France depuis le début de la guerre à Gaza. Affirmer sa solidarité avec le peuple palestinien n'a rien à voir avec l'assimilation des Juifs au gouvernement israélien. C'est le sionisme et la politique de l'État d'Israël que nous combattons, dont les bombardements et massacres montrent le visage monstrueux. Et voilà que les chefs de l'extrême droite, descendants idéologiques de Pétain et antisémites notoires, se drapent du manteau de la lutte contre l'antisémitisme ! Tout ça pour déverser de plus belle leur racisme anti-arabe.

Comme toutes les formes de racisme, l'antisémitisme comme le racisme anti-arabe doivent être combattus, ici et maintenant, et rien de ce qui se passe en Palestine ne peut les justifier. Notre sort ne se décide pas d'une absurde guerre qui ne fait que dresser les exploités contre d'autres exploités. Travailleurs de toute origine, ici comme au Moyen-Orient, unissons-nous !